

Crise anglophone

Cibler les occidentaux : un véritable danger



- L'Américain tombé sous les balles dans le Nord-Ouest est le premier occidental qui trouve la mort du fait de cette guerre entre les séparatistes et les forces de défense.
- Après son assassinat, l'Etat camerounais, conscient des conséquences d'un tel fait, a réagi.
- La réaction de l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun. P.5

Anglophone crisis

Government's unwillingness to initiate inclusive dialogue deepening crisis

P.3

Sûretés mobilières

Le texte du Minfi qui crée et organise le répertoire national

Pp.9-11

Victoire de Paul Biya à la présidentielle

Le grand apport du Noun

P.5

Adamaoua

Les représentants du Purs dans les bureaux de vote réclament leur argent

P.4



Festival Yarha

Une compétition de films en lice

C'est une innovation de la cinquième édition du festival Yarha, qui aura lieu du 09 au 18 novembre prochain à Yaoundé.

La cinquième édition du Festival Yarha aura lieu du 09 au 18 novembre prochain à Yaoundé. A cette occasion, une compétition est lancée, qui regroupe 15 films de nationalités différentes : Equateur, Amérique, Europe, l'Afrique et l'Asie. La présidente du jury c'est Marie Philomène Nga, actrice franco-camerounaise. Le critère de sélection c'est la meilleure réalisation « *parce que nous sommes dans les premières œuvres de réalisateurs* », explique Sylvie Gwet, présidente dudit festival. Elle ajoute que le gagnant recevra un trophée, « *le diamant d'Ongola* », ongola qui est le nom d'origine de Yaoundé. Comme autres activités au menu tout au long de la semaine : projections, ateliers et conférences, cinéma... La particularité du festival Yarha, encore appelé semaine internationale du premier film,

est de projeter les premières œuvres longs métrages de fiction. Pendant une semaine, des réalisations africaines et du monde entier sont proposées au public camerounais. Il faut relever que, au-delà de l'écran et de l'image, la semaine internationale du premier film a pour double objectif d'encourager les cinéastes à produire des œuvres de bonne facture et d'emmener le public camerounais à renouer avec la culture du cinéma. « *Car, nous croyons que cela est bénéfique pour le Cameroun tant sur le plan culturel qu'économique* », déclare Sylvie Gwet. En effet, la semaine internationale du premier film (Festival Yarha) est une initiative de l'association Yarha, qui œuvre pour la promotion artistique. Au travers de ce festival, l'association souhaite donner aux jeunes réalisateurs et metteurs en scène d'Afrique centrale un espace de diffusion et



Photo de famille

de promotion de leurs œuvres et une possibilité de s'ouvrir au marché international. Le festival naît de la volonté de soutenir les acteurs de la

culture et plus précisément du 7ème art, en offrant un espace de choix pour la promotion et la diffusion de leurs œuvres. Le terme « Yarha »

issu d'une langue camerounaise signifie littéralement « premier ».

Rosette Ombessack

Guichet performance

93,3% de participation

Seules 336 Communes sur 360 ont pris part à l'édition de 2018 dont l'ambition est de consolider le processus de décentralisation amorcé depuis 1996.

Dans le but d'encourager les Exécutifs communaux dans le processus de décentralisation annoncé depuis 1996, le programme national de développement participatif (Pndp) a procédé le 31 Octobre 2018 à la remise de chèques de soit 50 millions de fcfa pour la meilleure performance soit 25 millions de fcfa pour la meilleure progressivité. A leurs côtés, les pouvoirs publics et les partenaires techniques et financiers. Pour cette 2ème édition, c'est la Commune de Bamendjou qui obtient le meilleur score avec 87 points sur 100. Elle est talonnée de près par la Commune de Pitoa (86 points-Nord), d'Elak Oku (Nord-Ouest-85 points). Quatrième et les ex-aequo avec 83 points, les Communes d'Angossas (Est), Gueme (Extrême-Nord) et Kumbo (Nord-Ouest), suivi de la Commune de Baschéo (81 points). Tokombere, Bertoua 1er et

Kekem obtiennent 80 points. Ferme le peloton, la Commune de Ndom (Littoral) avec 57 points. Elle est précédée par la Commune de Dibombari de la même région, 61 points. Quant aux 18 autres municipalités, les scores varient entre 72 et 79 points.

Meilleures progressivité

La commune de Somalomo dans la région de l'Est fait un score de 60,12 points suivie par les Communes de Massagam à l'Ouest (50,47) et d'Ayos du Centre (47,24). Les Communes de Balikumbat (Nord-Ouest), de Tignère (Adamaoua) et d'Ebone (Littoral), atteignent respectivement 30,18 points, 34,23 points et 34,53 points.

Lutte contre la pauvreté

D'après le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), cette reconnaissance des efforts des Communes s'inscrit dans le processus d'atteinte de l'émergence d'ici 2035. C'est à ce titre que la troisième



Les maires et leurs chèques

phase du Pndp met en avant la gestion budgétaire et comptable, la bonne gouvernance et l'appropriation des procédures du Pndp. D'après la représentante de

la Banque Mondiale (BM), le but du jeu est d'inscrire les municipalités dans le processus de lutte contre la pauvreté. Car comme l'a souligné David Abouem à

Tchoyi, cet encouragement rappelle fort à propos le budget performance dont le but est surtout pédagogique.

Hervé Ndongbong

Government's unwillingness to dialogue deepens the Anglophone crisis

Latest attacks by separatist fighters leave an American Missionary dead and CDC workers seriously wounded.

It is clear that the Anglophone crisis has taken a different twist with people dying daily as a result of increased confrontations between the military and separatist fighters. A recent example, which is regrettable is the killing of an American pastor, Charles Truman Wesco in Bambui, Tubah Sub Division of the North West region on Tuesday October 30, 2018. The missionary had been in this sub division for over two weeks together with his wife and 8 children. According to a press release issued by the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of Defence, Joseph Beti Assomo, the man of God was shot dead by the separatist fighters around three corners Bambui.

Elsewhere out of the North West region specifically in the South West region, some workers of the Came-

roon Development Corporation (CDC) working with the palms sector in Tiko earlier on Wednesday morning were attacked in the farms by unidentified men with machetes. Some of them had their fingers chopped off including the overseer. They are presently at the CDC central clinic in Tiko.

A few days ago, violent clashes between the Ambazonians and the government forces led to four civilians in Nyasoso, still in the South west region and houses burned down and the population fleeing to the bushes. This was the similar case in Mbuwe near Ndu in Donga Mantung Division of the North West region. Fons and chiefs are being kidnapped, something that was considered in the past as an abomination but today it's very common.

Despite international pressure on the government to initiate inclusive dialogue, the calls seems to be falling



Family members of attacked CDC workers at the premises of Tiko CDC clinic.

on deaf ears. But we recall that the government had long declared it can't never dialogue with people who want to cut off part of the

nation.

However, and whatsoever be the case, Cameroonians are wishing and hoping that long lasting solutions would

be found so that life returns to normalcy in these two regions.

By Amos Muang Nsah

Commune de Dschang

Le DG du Feicom à la mairie

C'est dans le cadre du développement local de ladite commune que le responsable du fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale a effectué une séance de travail chez le Maire Baudelaire Donfack.

Philippe Camille Akoa effectue ce jour une visite de travail dans cette commune de Dschang. C'est pour le suivi du projet d'électrification de la ville par panneaux solaires. Une séance de travail qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Développement Feicom Villes Moyennes dont ont bénéficié plusieurs communes camerounaises, avec l'appui financier de l'Allemagne, un partenaire présent sur le terrain de la Décentralisation au Cameroun et sa finalité qu'est le développement local. La descente du Directeur Général du Feicom témoigne une fois de plus le prix que son institution attache à la réalisation de ce projet social, dans une Commune qu'elle considère déjà Comme un Vrai laboratoire de la Bonne gouvernance des projets communaux au Cameroun.

Pour rappel, la Commune de Dschang produit de l'électricité à partir des déchets et de l'hydraulique. Son réseau de distribution couvre plus de 1000 ménages, en zone rurale surtout. Son Agence Municipale de l'Eau et de l'Energie (AMEE) emploie actuellement plusieurs jeunes techniciens et ingénieurs. Le Feicom et le programme national de participation au développement (Pndp) y ont organisé une visite d'échanges d'expériences au profit d'une centaine de maires du Cameroun, pour qu'ils s'imprègnent des prouesses réalisées par cette mairie dans le domaine du développement local.

Après les déchets et l'hydraulique, la mairie de Dschang explore avec le Feicom, une source supplémentaire d'énergie au profit des habitants: le solaire.

Bossis Ebo'o



Philippe Camille Akoa

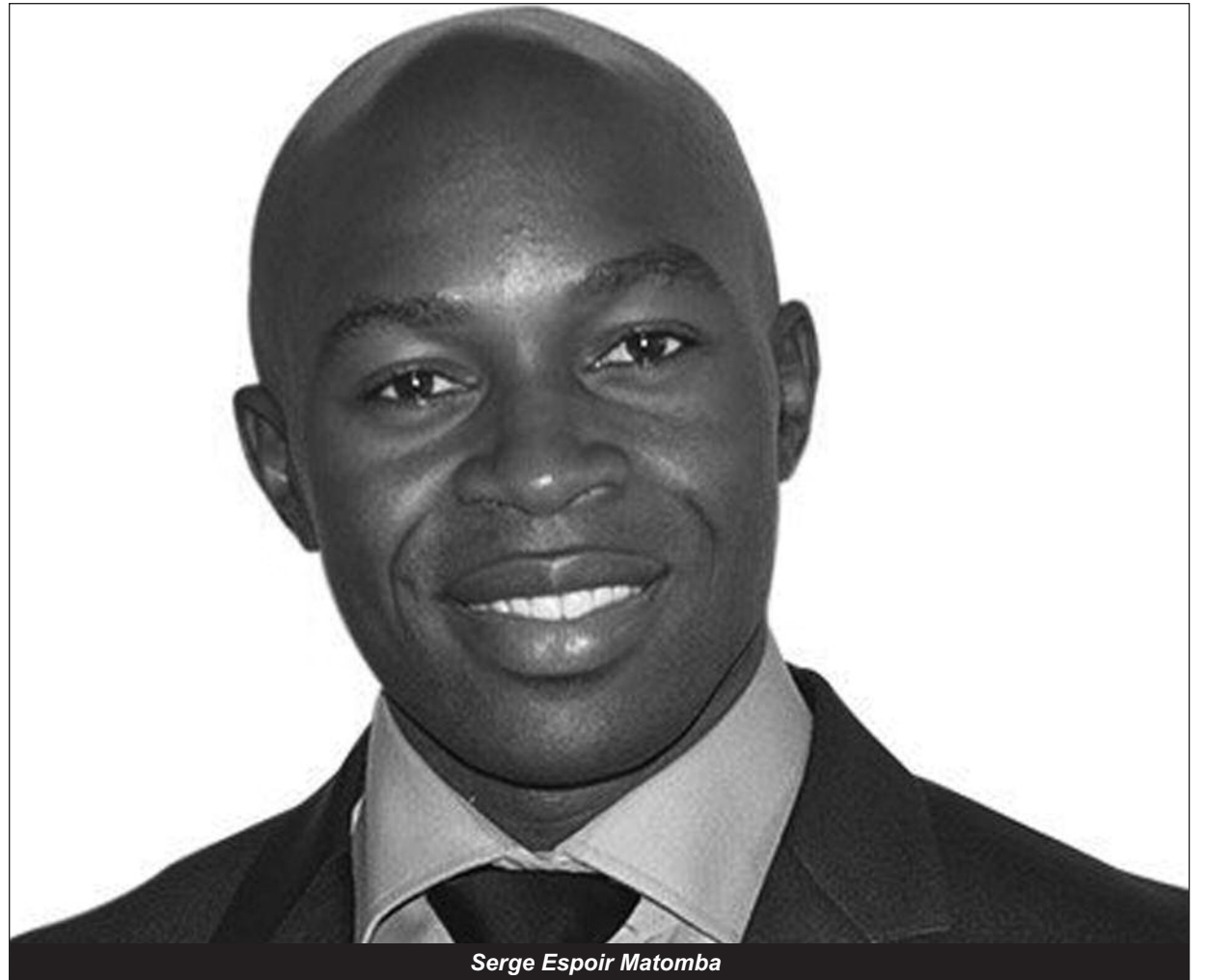
Adamaoua

Les représentants du Purs dans les bureaux de vote réclament leur argent

Alors qu'ils menacent de lyncher les responsables locaux du parti, le candidat du parti à la présidentielle, Serge espoir Matomba, crie à la manipulation.

« C'est un abus de confiance, une escroquerie organisée par Monsieur Serge Espoir Matomba. Après nous avoir exploités comme représentants de son parti dans les bureaux de vote des cinq départements de la région de l'Adamaoua, ils refusent de nous payer, sous le prétexte qu'il a eu 0,00 % dans les bureaux de vote où nous étions », se déchaîne l'un des 800 jeunes qui ont été choisis par les responsables locaux du parti, comme représentants du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) dans les commissions locales de vote. « Le premier secrétaire national du Purs lui-même nous avait promis de nous payer 5000 comme frais de prise en charge. Curieusement, au terme de l'élection, rien. Quelques-uns de nos camarades nous ont avoué qu'ils ont perçu leur argent. Pourtant, rien pour nous jusqu'à ce jour », ajoute-t-il. A ce

jour, plus de 800 représentants du parti sont remontés contre leur secrétaire national, Serge Espoir Matomba. Acculés, les responsables locaux avouent avoir saisi le candidat à la présidentielle du 07 octobre dernier, pour lui faire part du mécontentement de ses militants. Serge Espoir Matomba aurait alors refusé de solder cette dette. Face aux pressions des responsables locaux du Purs dans l'Adamaoua, Serge Espoir Matomba s'est résolu à virer son premier secrétaire régional pour le remplacer par un certain Bello Mohaman, quelques jours après la fin du scrutin présidentiel. Les représentants du parti qui se sentent floués, ont décidé de s'en prendre à cet ancien responsable du parti et à la secrétaire régionale chargée du genre. Joint au téléphone, Serge Espoir Matomba balaie tout du revers de la main. « Tout ce qu'on vous a dit est faux. Ce sont des



Serge Espoir Matomba

mensonges et des conneries qu'on vous a raconté. Ce sont de fausses accusations montées par des personnes mal intentionnées qui racontent des conneries pour salir mon image. Je vous demande de vous rapprocher auprès de mon représen-

tant régional, Mohaman Bello » va-t-il réagir. Ce dernier que nous avons approché, avoue ne pas être au courant des mécontentements de certains militants ou sympathisants qui ont représenté le parti dans les bureaux de vote de la région de l'Adamaoua. Les

responsables locaux du Purs ont décidé de saisir le Procureur près le tribunal de Ngaoundéré, pour que lumière soit faite sur cette affaire et que les responsabilités des uns et des autres soient établis.

Louis Baassid

Mbéré

Deux coupeurs de routes abattus par les éléments du BIR

Les malfrats s'apprêtaient à lancer un assaut sur la localité d'ArdoGabdo dans la nuit du 28 au 29 octobre 2018.

La localité, d'ArdoGabdo dans le Département de Mbéré s'est transformée en véritable zone de combat. Pendant plus de deux heures, les éléments du 5e Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) stationnés à Meiganga ont eu des échanges de coups de feu nourris avec un groupe de malfrats armés, spécialisés dans

les prises d'otages avec demande de rançon. Les malfrats qui tentaient de résister à l'assaut des éléments du 5e Bir, ont été neutralisés, avec à la clé un bilan de 2 malfrats abattus. L'un des malfrats s'est rendu face à la puissance de feu des forces de défense. 02 kalachnikovs et 07 boîtes à munition saisies et d'importantes armes blanches et des amu-

lettes. Se servant d'un guide local, la dizaine de malfrats lourdement armés s'apprêtaient à faire irruption dans la petite localité vers 1h du matin. Informés de la présence de ces hommes indésirables, les éléments du 5e Bir, sous le commandement de Désiré Mandoing, se sont précipités sur les lieux. Sur le chemin, ils sont tombés dans une embuscade

avec les coupeurs. Dans les échanges de tirs, la bravoure et le professionnalisme des forces armées ont triomphé sur la barbarie des hors-la-loi. « Les combats ont duré pendant des longues heures, les coups de feu partaient de partout. C'était terrifiant », confie un habitant du village joint au téléphone. La mise en déroute de ces malfrats vient rassurer la

population de cette localité. Informé des faits d'armes des vaillants soldats, le préfet du Mbéré-Sylyac Marie Mvogo est descendu sur le champ de l'affrontement pour galvaniser les troupes et rassurer la population. Il a invité cette dernière à collaborer avec les forces armées pour vaincre les forces du mal qui écumait la région.

Louis Baassid

Meurtre d'un Américain

La mauvaise affaire

Pourquoi il faut absolument éviter de transformer les occidentaux en cibles.

Un missionnaire baptiste originaire de l'Etat de l'Indiana aux Etats-Unis a été tué dans le Nord-Ouest après avoir été atteint par des balles lors d'affrontements entre forces de l'ordre et séparatistes anglophone. L'incident a eu lieu à Bambui, le quartier universitaire situé à environ dix kilomètres de Bamenda. Selon des sources sécuritaires, 04 présumés séparatistes ont aussi été tués et deux soldats blessés. Il n'était pas possible mardi soir de déterminer qui de l'armée camerounaise ou des séparatistes ont tiré les coups de feu fatals au missionnaire. Les sécessionnistes et le gouvernement camerounais se renvoient la balle. Charles Wesco, âgé de 44 ans, était au Cameroun depuis moins de deux semaines. Ce missionnaire américain de 44 ans, se trouvait à bord de son véhicule en compagnie de son épouse, de son fils et de son chauffeur, lorsqu'il «*a essuyé (mardi matin) un tir en provenance des terroristes embusqués*», soutient un communiqué du ministre de la défense lu sur les ondes de la radio nationale. «*Touché à la tempe, il (a été) évacué dans un premier temps*

dans un centre de santé, puis transféré à l'hôpital régional de Bamenda où il a succombé à ses blessures», a-t-il ajouté. «*Une enquête approfondie a été immédiatement ouverte autour de ce regrettable incident*», a-t-il assuré.

Éviter les occidentaux dans ce conflit

Joint par nos soins, le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun, Lee McManis, tout en confirmant le décès de son compatriote, s'est refusé de tout commentaire, «*par respect à la famille du défunt qui fait face à des moments difficiles*», a-t-il dit. Néanmoins, il faut souligner que Charles Wesco est le premier occidental qui périclète du fait de cette guerre. Qui plus est, un Américain. Et, dans la tradition politique des Usa, le meurtre de ressortissants américains sur un territoire donné a souvent provoqué leur intervention militaire dans des conflits. On a encore en tête l'histoire du Panaméen Manuel Noriega, président du Panama jusqu'à la fin des années 80, qui avait vu 27 000 marines débarquer sur son territoire parce que les soldats honduriens avaient tué un Américain.



Des manifestants

Les Européens ne sont pas en reste. Le massacre de Blancs, officiellement par des rebelles, à Kolwezi au Zaïre de Mobutu, avait débouché sur une intervention militaire franco-belge. Il faut ainsi éviter que les occidentaux ne deviennent la cible dans ce conflit, ce qui peut-être,

est la nouvelle stratégie développée par les séparatistes ambazoniens. On peut comprendre pourquoi Beti Assomo a très vite réagi, en demandant dans son communiqué «*aux ressortissants étrangers dont la présence serait véritablement indispensable (en zone anglophone) de signaler aux*

autorités administratives et forces de défense et de sécurité leurs mouvements dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest en raison des menées de groupes terroristes et bandes armées qui y sont régulièrement enregistrés».

Kami Jefferson

Victoire de Paul Biya à la présidentielle

Le grand apport du Noun

Longtemps dominé par l'Union démocratique du Cameroun, ce département a enregistré un score important au profit du RDPC, rehaussant ainsi les résultats de l'Ouest en faveur de Paul Biya.

Après la proclamation des résultats de la présidentielle du 7 octobre dernier, par le Conseil constitutionnel le lundi 22 octobre, il y avait fête à Foumban, capitale départementale du Noun. Et pour cause ! Le département venait ainsi d'enregistrer un score historique en faveur du président Paul Biya. En effet, pour la première fois depuis l'avènement de la démocratie dans les années 90, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), a pu devancer l'Union démocratique du Cameroun (UDC) d'Adamou Ndam Njoya. D'après les résultats officiels, le RDPC a obtenu 50 285 voix contre 46 520 pour l'UDC. Cette importante réserve de voix a permis à la région de l'Ouest de contribuer à la victoire de Paul Biya. Car, au regard des résultats, le Noun présente la meilleure performance politique.

Les artisans de la victoire

Incontestablement, cette première victoire du RDPC dans le Noun, on la doit au Sultan Ibrahim Mbombo, sénateur, chef de la Délégation permanente régional du Comité central du RDPC à l'Ouest, et coordonnateur régio-

nal de la campagne. Son implication dans la sensibilisation des populations date de longues années. Lui qui a toujours invité ses fils et filles du Noun «*s'abriter sous l'arbre qui porte les fruits*», c'est-à-dire, le Renouveau et le président Paul Biya. Par son entretient, l'on se souvient qu'en début de campagne électorale, l'élite politique du Noun, les sympathisants du RDPC, avaient pu cotiser plus de 80 millions de F pour le financement des opérations de campagne sur le terrain. Cette mobilisation financière historique a permis de toucher toutes les couches sociales, afin de passer le message du choix utile. Le Sultan Mbombo qui se déploie depuis de longues années, devait aussi apporter une importante contribution à la région, pour la victoire de leur champion.

A côté de lui, ses lieutenants et fidèles comme l'ancien ministre Daniel Njankouo Lamere, membre du Comité central, chef de la Délégation départementale régionale, ancien président de la Section RDPC Noun-Centre à Foumban. Grâce au travail d'équipe, à la mobilisation permanente des membres de ladite délégation, celui qui était aussi



Paul Biya et Mbombo Njoya

coordonnateur départemental de la campagne dans le Noun, s'est également illustré par des actes concrets en vue d'encourager les populations à s'inscrire sur les listes électorales. Le ministre Daniel Njankouo, s'est entouré des membres de l'élite comme le ministre délégué aux Transports, le Pr MefiroOumarou, le Pr Elie Claude Ndam Ndjitoyap, ancien directeur général de l'hôpital général de Yaoundé, le Dr Nsangou Théodore, directeur général de

EDC. D'autres maillons de la chaîne comme SankameZoubrou, l'actuel DAG du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ou Ngoumbe Zacharie, le secrétaire général du Conseil économique et social ont également mouillé le maillot, pour la victoire de Paul Biya.

Le défi des municipales et législatives

La victoire du RDPC dans le Noun

à l'issue de la présidentielle ouvre l'ère d'importants défis à relever à savoir remporter des communes et sièges lors des prochaines élections législatives et municipales. Pour les députés, l'UDC détient 4 sièges sur 5 à l'Assemblée nationale. Aussi, le parti de Ndam Njoya, éternel maire de la ville de Foumban, contrôle également quatre autres communes sur les neuf que compte le département.

K.J

Mtn

Le chiffre d'affaires en baisse de 8%

Les performances globales de la filiale au Cameroun du groupe sud-africain MTN International ne se sont pas redressées au 3ème trimestre 2018.

Selon les états financiers officiels du groupe au 30 septembre 2018, en dépit d'une augmentation de 8,7% des revenus provenant de la data, MTN Cameroun affiche une baisse de son chiffre d'affaires de 8% en glissement annuel, plombé notamment par une diminution de 11,8% des revenus de la voix sortante. Le groupe sud-africain explique cette nouvelle contreperformance par «un environnement opérationnel difficile» et la «pression de la concurrence» de plus en plus rude entre les trois opérateurs du mobile (MTN, Orange et Nexttel), qui se partagent le marché camerounais.

Afin de renverser cette tendance baissière des revenus globaux de sa filiale au Cameroun, MTN International dit compter sur «la transformation importante» en cours au sein de l'entreprise, à la faveur de la mise en place d'une équipe managériale renforcée et pilotée par Hendrik Kasteel, le nouveau DG de MTN Cameroun, qui a officiellement



Une équipe de Mtn

pris ses fonctions en septembre 2018.

Cette équipe, apprend-on, devrait œuvrer pour plus d'agilité dans l'exploitation de l'entreprise, tout en réduisant les coûts.

« Nous nous efforçons également à améliorer les relations avec nos nombreuses parties prenantes, y compris les autorités de régulation, et nous sommes

encouragés par les tendances récentes, notamment en termes de nouveaux clients », soutient le groupe MTN dans son rapport financier intermédiaire.

En effet, ledit rapport révèle que MTN Cameroun affiche un parc de 6,9 millions d'abonnés à fin septembre 2018, contre 6,6 millions au 2ème trimestre

de cette année, ce qui représente une progression du parc d'abonnés de 300 000 clients sur une période de trois mois. Mais l'entreprise est toujours très loin des 10 millions d'abonnés qu'elle revendiquait, il y a 5 ans.

A côté du redressement de la courbe des abonnés, observé au 3ème trimestre 2018, MTN Cameroun a de

nouveau fait des progrès sur le segment du Mobile Money, consécutivement à l'augmentation du nombre de clients actifs sur ce service. Cette progression a conduit à une croissance des revenus du Mobile Money de 41,1% au cours de la période sous revue, souligne le rapport du groupe.

Oscar Onana

Secteur minier

Le Cameroun veut maximiser la collecte des recettes fiscales

« La chaîne de valeur des secteurs minier et pétrolier, de l'exploration à l'exportation : techniques de prélèvements fiscaux ». C'est le thème d'un atelier qu'organise le ministère des Finances depuis le 29 octobre 2018, dans la capitale camerounaise.

Pendant quatre jours, apprend-on, il est question d'édifier les participants sur les meilleures techniques de collecte des recettes fiscales dans les secteurs pétrolier et minier, en dépit de « l'hétérogénéité des régimes fiscaux » qui caractérise le secteur des industries extractives au Cameroun. Au final, il est question de pouvoir doper les volumes de

recettes fiscales provenant de ce secteur.

Pour rappel, si les recettes pétrolières, elles, représentent jusqu'à 25% de l'enveloppe budgétaire nationale, l'exploitation des minerais est encore marginale dans l'enveloppe fiscale du pays, la plupart des gisements étant encore exploités artisanalement et, généralement, dans la clandestinité.

O.O.



Dans une exploitation

Cameroun

Selon le FMI, les tontines peuvent booster l'inclusion financière

Pour booster l'inclusion financière (environ 10%) au Cameroun, le Fonds monétaire international (FMI) vient de publier une étude sur le pays, qui tend à démontrer que les tontines pourraient être d'un grand apport dans ce domaine-là. De quoi s'agit-il ?

Egalement appelées « *Njangui* » dans la culture anglo-saxonne du pays, les « *tontines* » font généralement référence à un groupe de personnes partageant des liens communs — région, tribu, amis, collègues — qui décident de se réunir régulièrement pour mettre en commun leurs économies afin d'apporter des financements à leurs membres ou à leur communauté. Par exemple, un Njangui de 12 participants avec une mise mensuelle de 5 dollars par personne va distribuer 60 dollars (=5x12) à un bénéficiaire désigné à l'avance chaque mois. Le chiffre d'affaires total du tour est de 720 dollars (60 dollars x 12 mois). Partant du principe que les autorités camerounaises reconnaissent l'importance et la complémentarité qu'offrent les tontines (d'un poids de 90 milliards FCFA selon le ministère des Finances) au secteur finan-

cier, le FMI pense dans son étude que, la participation à un Njangui ouvre aussi des possibilités de prêts par les banques et les établissements de microfinance, grâce aux garanties collectives et morales qu'apporte le groupe. « *Certaines tontines accèderont au statut d'EMFs (catégorie 1- collectant l'épargne et octroyant de prêts aux membres uniquement) une fois qu'elles ont acquis une base financière solide.* », indique le Fonds monétaire international.

Le FMI ajoute : « *Les fonds des tontines transitent essentiellement par des comptes dédiés, gérés par le chef de la tontine, dans les banques ou les établissements de microfinance. Les services de mobile money facilitent également les transactions de tontines, et pourraient permettre d'attirer davantage d'utilisateurs de tontines vers le secteur financier formel, avec la création de la plateforme iDjangui de-*



Des membres

puis 2016.»

Les tontines offrent trois types d'instruments : des cotisations périodiques, des caisses d'épargne, des fonds de solidarité. Premièrement, les cotisations périodiques consistent à remettre à un différent membre toutes les contributions de la période et répéter l'exercice

jusqu'à la fin de la boucle. Deuxièmement, les tontines offrent la possibilité d'épargner et d'accéder au crédit.

En général, les taux d'intérêt oscillent autour de 3 à 5 % par mois, soit 36 à 60 % par an, et les échéances ne dépassent pas 3 mois. Troisièmement, les fonds de solidarité sont une

forme de police d'assurance couvrant différents événements relatifs à la santé, aux événements familiaux concernant les membres ou d'autres personnes de leur entourage désignées à l'avance, à condition que le membre verse une cotisation régulière.

Oscar Onana

Performances

7840 projets IDE attirés en Afrique

Entre 2008 et 2017, le continent a affiché une moyenne annuelle de 784 d'Investissements directs étrangers.

D'après le rapport du cabinet international Ernst & Young(EY)Africa intitulé : « *Turning tides* », les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique ont affiché en 9 ans, une moyenne annuelle de 784. Publié lundi dernier, l'étude révèle qu'entre 2008 et 2017, le continent a enregistré au total 7 840 projets.

Selon le même document, sur la période, l'Afrique a atteint son plus haut niveau en 2011 avec 923 investissements. Seulement, des

événements ont quelques fois freiné l'engouement des investisseurs. Ce sont la crise financière mondiale de 2008; le printemps arabe; la crise des marchés émergents en 2014 et la chute de la croissance en Afrique subsaharienne en 2016 qui, selon le cabinet, ont pendant ces années attisé l'appétit des investisseurs. C'est ainsi qu'à partir de 2017, les investissements directs étrangers reprennent et EY s'attend à ce que cette tendance se poursuive en 2018. D'ailleurs bien qu'en deçà de 8% de la moyenne annuelle de la dernière dé-

cennie, le rapport souligne que les IDE ont grimpé de 6% à 718 en nombre de projets. « *L'augmentation en IDE a été favorisée par le passage continu des extractive à l'investissement durable* », soulignent-ils.

Toutefois, le cabinet relève que la tendance à la hausse attendue au cours des prochaines années y a des motivations. Notamment le facteur long terme que les investisseurs privilégient. « *Il existe des opportunités majeures dont le continent peut bénéficier après les récents changements de leadership dont nous avons été*

témoins. Ces opportunités nécessitent un leadership enhardi pour conduire de nouvelles réformes et mettre en œuvre de nouvelles initiatives encourageant les flux d'investissements entrants », a indiqué Ajen Sita, Pdg d'Ernst & Young Africa. Lui n'a pas hésité à citer comme exemple le Rwanda. Lui qui, selon lui, est « *capable d'attirer des IDE bien avant d'autres économies de taille similaire, voire plus grandes* ». A en croire le rapport, la croissance régionale à plusieurs vitesses se poursuit, et est menée par l'Afrique de l'Est. Ceci via une diver-

gence entre les marchés à croissance lente (Afrique du Sud, Zimbabwe et Namibie) et les marchés à croissance rapide (Côte d'Ivoire, Ghana, Mozambique et toute la région orientale). Cependant, les principaux producteurs de pétrole, le Nigeria et l'Angola, se situent quelque part entre les deux extrêmes. Bien que ces économies se redressent bien en raison de la hausse sensible des prix du pétrole, leur croissance pourrait être à nouveau mise à mal si les prix du pétrole commencent à chuter.

Michèle Ebongue

Can 2019

Le satisfecit des membres de la mission d'inspection de la CAF

La mission d'inspection de la commission de Caf conduite par le Colonel Major Djibrilla Hima Hamidou, a été impressionnée par la qualité des ouvrages de l'entreprise Portugaise en vue de la réhabilitation du stade omnisports de Garoua.

Une chose est sûre, les membres de la commission de la Caf sont rentrés le 29 Octobre 2018, satisfaits au terme de la commission de sécurité qui a séjourné à Garoua la région du Nord. L'équipe conduite par le Colonel Major Djibrilla Hima a été impressionnée par le professionnalisme et la qualité des infrastructures de l'entreprise Portugaise en vue de la réhabilitation du stade omnisports de Garoua. L'entreprise s'est donné des moyens pour livrer longtemps à l'avance, les infrastructures sportives répondant aux prescriptions minimales de la CAF/FIFA.

Le ministre des sportset

les membres de commission de sécurité, ont parcouru les chantiers de l'hôtel 70 chambres, du stade omnisports de Garoua et du stade annexe de Garoua qui devaient leur permettre d'avoir une idée sur l'état d'avancement des travaux. Les travaux se poursuivent sereinement, sur les différents sites visités par les émissaires de la Caf. Les différents taux d'exécution oscillent globalement autour de 90 % pour le gros œuvre avec une mention plus qu'honorable pour l'entreprise Mota Engil. Cette visite intervient quelques jours après l'arrivée des équipements d'une valeur de près de 2 milliards de FCFA et constitués d'éléments de la structure métallique de la



Les émissaires de la caf à Garoua.

couverture du stade, des relage et des pièces des niques. revêtements du sol, du car- constituants électroméca-

Félix Swaboka

Football jeune

L'agent de joueurs Fortuna Giovanni en mission de détection de talents à Garoua

Sur invitation du Président de Gazelle Football Academie de Garoua, l'agent de joueurs, Fortuna, a pour Objectif de faire passer des castings aux jeunes footballeurs de 16 à 17 ans évoluant dans les différentes équipes de la ville.

Une nouvelle ère s'ouvre pour le football des jeunes dans la région du Nord. Du 27 au 30 Octobre 2018, 4 équipes de la Région, ont participé à un mini-tournoi sous forme de matches amicaux au Complexe Sportif de Coton Sport de Garoua à Ngalbidjé. Organisé par Gazelle Football Académie de Garoua «ce tournoi a permis à terme à l'agent de joueurs Fortuna Giovanni de sélectionner les meilleurs joueurs pouvant intégrer son écurie», explique le coach de Gazelle Football. Le match d'ouverture du tournoi le samedi 27 Octobre 2018, au complexe sportif Coton Sport, mettait aux prises les juniors de

Coton Sport et ceux de Gazelle football academy. La rencontre d'un niveau très élevé s'est soldée par un match nul de Gazelle (3 -3). Les poulains du coach de Gazelle confirment leur statut du représentant du Nord, aux interpoles 2018. De l'avis de l'expert, la région du Nord a des potentialités en matière du football jeune. « Ici, je ne ressens pas la même pression que quand je fais des castings à Douala ou Yaoundé. Il n'y a personne pour venir me dire de prendre absolument un tel ou un tel, pas de marchandage de places et j'en suis ravi », confie Fortuna Giovanni. Multiplier des tournois similaires, rencontrer des équipes de haut niveau de la ville de Garoua,



L'agent de joueurs Fortuna Giovanni en mission de détection de talents à Garoua

permettront assurément d'améliorer le niveau du football des jeunes dans la région du Nord. A la Direction de Gazelle Football

Académie de Garoua, on a toujours pensé que la qualité des matchs que l'on peut avoir chez les seniors dépend de la formation. D'où le

travail réalisé pour le casting des meilleurs joueurs par le célèbre agent de joueurs.

Félix Swaboka

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

ARRETE N°

000641

/MINFI DU

10 OCT 2018

portant création, organisation et fonctionnement du Répertoire National des Sûretés Mobilières.

LE MINISTRE DES FINANCES,

- Vu la Constitution ;
- Vu le Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique du 17 octobre 1993, Révisé le 17 octobre 2008 ;
- Vu le Traité de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale du 16 mars 1994, révisé le 25 juin 2008 ;
- Vu l'Acte Uniforme OHADA du 15 décembre 2010 portant sur le Droit Commercial Général ;
- Vu l'Acte Uniforme OHADA du 15 décembre 2010 portant Organisation des Sûretés ;
- Vu l'Acte Uniforme OHADA du 30 janvier 2014 relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique ;
- Vu la Convention du 16 octobre 1990 portant création d'une Commission Bancaire de l'Afrique centrale ;
- Vu la Convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les Etats de l'Afrique Centrale ;
- Vu le Règlement n°01/17/CEMAC/UMAC/COBAC du 27 septembre 2017 relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de microfinance dans la CEMAC ;
- Vu la loi n°2003/004 du 21 avril 2003 relative au secret bancaire ;
- Vu le décret n°96 /138 du 24 juin 1996 portant organisation et fonctionnement du Conseil National du Crédit ;
- Vu le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n°2018/190 du 02 mars 2018 ;
- Vu le décret n°2013/066 du 28 février 2013 portant organisation du Ministère des Finances ;
- Vu le décret n° 2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu la décision à caractère général n° 01/90 du 28 juin 1990 modifiant et complétant la décision à caractère général n° 01/89 du 09 février 1989 relative aux sanctions applicables aux banques ;
- Vu la décision n° 00000366 du 04 septembre 2013 relative aux sanctions applicables aux établissements de microfinance,

ARRETE :

CHAPITRE I :

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : (1) Le présent arrêté porte création, organisation et fonctionnement du Répertoire National des Sûretés Mobilières (RNSM), ci-après désigné « RNSM ».

Article 2 : Au sens du présent arrêté, les définitions suivantes sont admises :

- **Astreinte** : sanction pécuniaire infligée à un établissement assujetti pour non-respect des dispositions du présent arrêté ;
- **BEAC** : Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;
- **COBAC** : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale ;
- **CNC** : Conseil National du Crédit ;
- **Crédit** : acte par lequel un établissement assujetti agissant à titre onéreux met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une personne physique ou morale ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement, ou une garantie ;
- **Constituant d'une sûreté mobilière** : personne physique ou morale qui donne un ou plusieurs de ses biens mobiliers en garantie de sa dette ou de celle d'un tiers ;
- **Emprunteur** : personne physique ou morale, titulaire d'un compte dans les livres d'un établissement assujetti, bénéficiaire d'un crédit ;
- **Engagement par signature** : acte par lequel un établissement assujetti prend, dans l'intérêt d'une personne physique ou morale un engagement tel qu'un cautionnement, un aval, une lettre de garantie, un crédit documentaire, une contre garantie ;
- **Etablissements assujettis** : banques, établissements financiers, établissements de microfinance et tout autre organisme dûment habilité, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur ;
- **Etablissement de crédit** : organisme agréé qui effectue à titre habituel des opérations de banque, conformément aux dispositions de l'annexe à la convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la réglementation bancaire dans les Etats de l'Afrique Centrale et ses textes modificatifs subséquents ;
- **Etablissement de microfinance (EMF)** : entité agréée qui exerce l'activité de microfinance dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ;
- **Microfinance** : activité exercée par des entités agréées n'ayant pas le statut de banque ou d'établissement financier tel que défini à l'annexe de la Convention du 17 janvier 1992 portant Harmonisation de la Réglementation Bancaire dans les Etats de l'Afrique Centrale et qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit

et/ou de collecte de l'épargne, et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel ;

- **Répertoire** : recueil comportant des données classées selon un certain ordre ;
- **Sûreté mobilière** : garantie légale, conventionnelle ou judiciaire octroyée à un établissement assujetti pour le recouvrement du crédit accordé à un emprunteur et portant sur un bien meuble ou un ensemble de biens meubles corporels ou incorporels.

Article 3 : (1) Le RNSM est une base de données qui centralise les informations déclarées par les établissements assujettis et portant sur les biens donnés en garantie de crédits obtenus auprès d'un ou de plusieurs établissements assujettis.

(1) Logé et géré au Conseil National du Crédit, le RNSM a pour objet de centraliser les informations relatives aux sûretés mobilières légales, conventionnelles et judiciaires qui garantissent les crédits accordés par les établissements assujettis, afin d'en assurer une large publicité.

CHAPITRE II :

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU REPERTOIRE NATIONAL DES SURETES MOBILIERES

Article 4 : (1) Le RNSM est entièrement informatisé et accessible en ligne à travers un site WEB créé à cet effet.

(2) Les informations contenues dans le RNSM sont stockées dans une base de données informatique.

Article 5 : (1) Tout établissement assujetti est tenu, à la suite de l'octroi d'un crédit assorti d'une sûreté mobilière ou de l'obtention par voie conventionnelle, légale ou judiciaire d'une sûreté mobilière en garantie d'un crédit préalablement octroyé, de déclarer les informations et données sur ladite sûreté au RNSM.

(2) La déclaration visée à l'alinéa 1 ci-dessus ne se substitue pas à l'enregistrement de la sûreté mobilière concernée dans l'un des registres prévus par la réglementation en vigueur.

Article 6 : (1) La déclaration prévue à l'article 5 ci-dessus est effectuée par l'établissement assujetti dans un délai de quarante-huit (48) heures, après la date d'obtention ou de constitution de la sûreté mobilière.

(2) La déclaration visée à l'article 5 ci-dessus se fait exclusivement en ligne par l'intermédiaire d'un bordereau de déclaration dématérialisé, et ce, sous la seule responsabilité de l'établissement assujetti.

Article 7 : L'accès aux données centralisées dans le RNSM est ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24 heures sur 24) et sept jours sur sept (7 jours sur 7), à l'exception des périodes de maintenance nécessaires.

Article 8 : (1) Toute personne physique ou morale intéressée peut consulter les données centralisées dans le RNSM.

(2) La consultation se fait par l'intermédiaire d'un bordereau de recherche accessible en ligne, sur le site web du RNSM, à partir du ou des nom (s) et prénom (s) de l'emprunteur ou du constituant de la sûreté mobilière, s'il n'est pas lui-même emprunteur.

(3) La consultation peut aussi s'effectuer à partir de la description du ou des biens constituant la sûreté mobilière.

(4) La personne physique ou morale intéressée, mentionnée à l'alinéa 1 susvisé, qui effectue une consultation a accès à toutes les informations visées à l'article 10 du présent arrêté, à l'exception de l'information visée à l'article 10 (2-d), ci-après.

(5) Les établissements assujettis effectuant une recherche ont accès à l'ensemble des informations visées à l'article 10 du présent arrêté.

(6) Seul l'administrateur de la base des données a accès à l'ensemble des données contenues dans le RNSM.

Article 9 : (1) Les personnes visées à l'article 8 alinéa 1 ci-dessus peuvent également adresser des demandes au Secrétaire Général du Conseil National du Crédit, afin d'obtenir des informations concernant l'encours garanti tel que déclaré au RNSM.

(2) Le Secrétaire Général du Conseil National du Crédit juge de l'opportunité de donner ou de ne pas donner les informations sollicitées.

Article 10 : (1) Le bordereau de déclaration visé à l'article 6 alinéa 2 du présent arrêté, est accessible à partir du site web du RNSM.

(2) Ledit bordereau est constitué des champs ci-après, qui doivent être renseignés par l'établissement assujetti qui procède à la déclaration :

- a) la dénomination sociale, l'adresse du domicile et l'adresse mail de l'établissement assujetti créancier ;
- b) les nom (s), prénom (s), nom (s) de jeune fille, dénomination sociale, adresse du domicile et numéro de carte nationale d'identité de l'emprunteur ;
- c) les nom (s), prénom (s), nom (s) de jeune fille, dénomination sociale, adresse du domicile et numéro de carte nationale d'identité du constituant de la ou des sûretés mobilières ;

- d) le montant du crédit objet de la sûreté mobilière ;
- e) la description du ou des biens constituant la ou les sûretés mobilières ;
- f) la durée pour laquelle la sûreté mobilière a été consentie ;
- g) la nature de la sûreté mobilière consentie ;
- h) l'indication du registre dans lequel la sûreté mobilière a été enregistrée, le cas échéant.

Article 11 : (1) Tout établissement assujetti qui a procédé à la radiation ou à la modification d'un enregistrement dans un des registres des sûretés mobilières, doit dans un délai de quarante-huit (48) heures, procéder à la radiation ou à la modification des informations subséquentes dans le RNSM.

(2) La radiation s'opère automatiquement à l'expiration du délai pour lequel la sûreté a été déclarée dans le répertoire.

CHAPITRE III :

DES SANCTIONS

Article 12 : (1) Sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur, l'omission, le refus de déclaration ou la communication d'informations inexacts, fausses et/ou erronées sont passibles d'astreintes.

(2) Les astreintes sont appliquées après avertissement par tout moyen laissant trace écrite, assorti d'une injonction restée sans suite, à l'établissement assujetti, de régulariser la situation dans un délai de huit (08) jours.

(3) Les astreintes sont appliquées par le Secrétaire Général du Conseil National du Crédit.

Article 13 : La procédure d'application des astreintes est la suivante :

(1) pour les établissements de crédit :

- après l'expiration du délai de huit (08) jours visé à l'alinéa 2 de l'article 12 ci-dessus, et en cas de non-exécution de l'établissement en cause, application des astreintes de F CFA cinquante mille (50 000) par jour de retard pendant les 10 premiers jours ;
- et de F CFA soixante-quinze (75 000) par jour de retard à partir du 11^{ème} jour, le tout à compter du 1^{er} jour de retard constaté ;
- le montant de ces astreintes est débité d'office dans le compte de l'établissement de crédit concerné dans les livres de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

(2) Pour les établissements de microfinance :

- après l'expiration du délai de huit (08) jours visé à l'alinéa 2 de l'article 12 ci-dessus, et en cas de non-exécution de l'établissement de microfinance en cause, application des astreintes de F CFA vingt-cinq mille (25 000) pendant les 10 premiers jours ;
- et de F CFA cinquante mille (50 000) F CFA par jour de retard à partir du 11^{ème} jour, le tout, à compter du 1^{er} jour de retard constaté ;
- le montant de ces astreintes est débité d'office dans le compte bancaire de l'établissement de microfinance concerné.

CHAPITRE IV :

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Article 14 : (1) Les établissements assujettis ont un délai de six (06) mois pour déclarer dans le RNSM toute sûreté mobilière existante.

(2) Le délai prévu à l'alinéa 1 ci-dessus, court à compter de la date de mise en production du RNSM publié par le Secrétaire Général du Conseil National du Crédit.

Article 15 : Le Secrétaire Général du Conseil National du Crédit peut, en tant que de besoin, prendre des directives et lettres circulaires relatives à l'application du présent arrêté.

Article 16 : Les dépenses de fonctionnement du RNSM sont supportées par le budget du Conseil National du Crédit.

Article 17 : Le Secrétaire Général du Conseil National du Crédit, le Directeur National de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, le Directeur Général du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire du Ministère des Finances et le Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 10 OCT 2018

Le MINISTRE DES FINANCES,

LE MINISTRE
The Minister
MINISTRE DES FINANCES

Louis Paul MOTAZE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

ARRÊTÉ N° **000642** MINFI DU **10 OCT 2018**
portant création de perceptions dans certains arrondissements.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 2007/115 du 23 avril 2007 portant création d'arrondissements ;
Vu le décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
Vu le décret n° 2011/409 du 09 décembre 2011 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2013/066 du 28 février 2013 portant organisation du Ministère des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. - Sont créées, à compter de la date de signature du présent arrêté, au sein de certains arrondissements, les perceptions ci-après :

REGION DE L'ADAMAOUA*DEPARTEMENT DE LA VINA**Arrondissement de Nyambaka**Perception de Nyambaka.***REGION DU CENTRE***DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU**Arrondissement de Kiiki**Perception de Kiiki.***REGION DU SUD***DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO**Arrondissement de Meyomessi**Perception de Meyomessi.*

Article 2.- Les perceptions ainsi créées sont des postes comptables rattachés aux trésoreries générales de leurs circonscriptions financières.

Article 3.- Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le **10 OCT 2018**

Le Ministre des Finances,

**Louis Paul MOTAZE**

Ebola

L'ONU veut muscler la réponse face à l'épidémie en RDC

Le conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi 30 octobre à l'unanimité une résolution appelant à intensifier la lutte contre l'épidémie Ebola qui sévit dans l'est de la RDC.

A quelques semaines des élections qui doivent se tenir normalement le 23 décembre prochain, l'ONU demande aux groupes armés de cesser leurs activités pour permettre à l'aide humanitaire et sanitaire de parvenir aux populations civiles dans les zones touchées par l'épidémie. Soucieux de ménager Kinshasa, le texte souligne aussi la nécessité pour la Monusco et l'OMS de se coordonner avec le gouvernement congolais.

Le texte, porté par l'Ethiopie et la Suède, mais parrainé par l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, s'inquiète de l'entrave posée aux personnels soignants pour venir en aide aux populations. C'est le cas, par exemple, dans la région de Béné dans l'est des

Kivu, où des opérations sanitaires ont dû être stoppées faute de conditions de sécurité suffisantes selon l'ambassadeur éthiopien.

Les diplomates demandent donc à tous les groupes armés rebelles, et en particulier les forces alliées démocratiques (ADF) de cesser leurs activités hostiles pour permettre la livraison rapide et sans entrave d'aide. Les hôpitaux et les personnels soignants doivent être protégés. L'ONU craint que faute de soins, l'épidémie s'étende à d'autres pays de la région tels que le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda ou encore le Soudan du Sud.

Reste à savoir quel sera l'impact d'un tel texte sur des groupes armés sur lesquels l'ONU ou le gouvernement congolais ont peu d'influence, et dans une région dont les



L'ONU veut muscler la réponse face à l'épidémie en RDC

casques bleus ont commencé à se retirer au profit des cen-

tres urbains dans la perspective des élections de décembre prochain.

bre prochain.

Source Rfi Afrique

Guinée

Le chef de l'opposition Cellou Dalein Diallo empêché de manifester

C'est une journée mouvementée que le chef de l'opposition guinéenne a passée mardi 30 octobre. Les forces de police ont investi les alentours de son domicile dans le quartier de Dixinn, proche de la banlieue de Conakry, pour l'empêcher, lui et ses camarades de l'opposition, de prendre la tête d'un cortège pour une marche non autorisée par les autorités guinéennes.

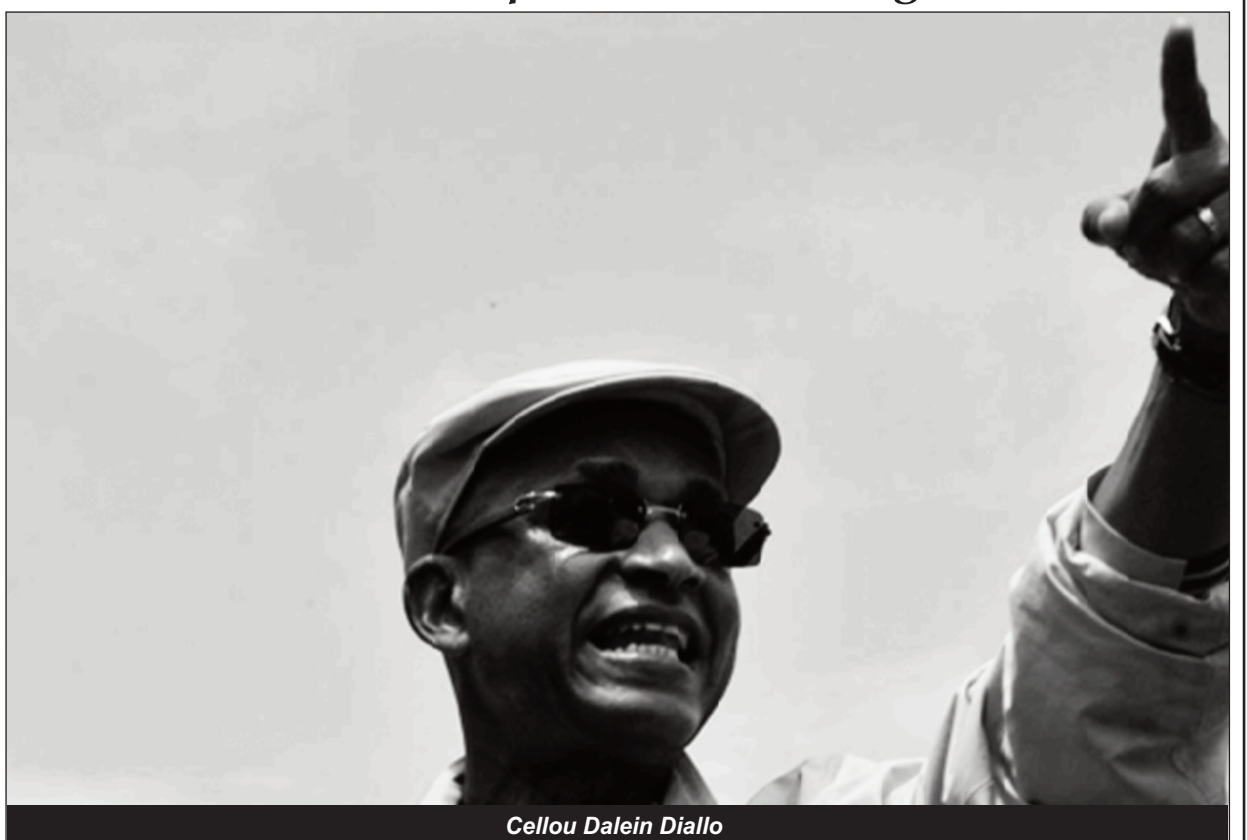
Un dispositif sécuritaire compact avait barricadé la résidence du chef de l'opposition Cellou Dalein Diallo pour l'empêcher de rejoindre ses troupes dans la rue.

Il n'a pas du tout été surpris, explique-t-il : « Je me suis réveillé avec tout le quartier complètement investi par les forces de l'ordre lourdement armées interdisant toute sortie et toute entrée à mon domicile. Ma liberté de mouvement est complètement bridée aujourd'hui, je n'ai pas le droit de sortir. »

Le chef de l'opposition reproche à Alpha Condé le non-respect, selon lui, des dispositions de la Constitution, notamment les marches. « Les manifestations sont autorisées par la

Constitution de la République, mais Alpha (Condé), il s'en fout de la Constitution, il s'en fout des lois, il s'en fout des accords politiques, il s'en fout de la vérité. Il est en train de préparer son 3e mandat par la force. »

Le chef des unités d'intervention de la police nie avoir confiné le chef de l'opposition, mais plutôt pour assurer sa sécurité à son domicile. « Je voudrais rectifier, ce n'est pas un confinement, a affirmé le colonel Ansoumane Camara, c'est une sécurisation du domicile du chef de file de l'opposition, c'est ce qui justifie le dispositif de ce matin, ce n'est rien d'autre. Plus de 10 ans qu'il est ministre de la République, plus de 3 ans Premier ministre, actuellement député de la République, chef de



Cellou Dalein Diallo

file de l'opposition, ce n'est pas n'importe qui. » Par ailleurs ce mardi, après cette marche avortée de l'opposition, un jeune mani-

festant a été tué à Conakry lors de heurts avec les forces de l'ordre. En Guinée, le nombre d'opposants tués dans les manifesta-

tions politiques est de 98, selon l'opposition et les décomptes de la presse.

Source Rfi Afrique